

CONVENTION-CADRE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS DE SERVICES ENTRE LA COMMUNE DE CASTELSARRASIN ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRES DES CONFLUENCES

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L.5214-6-1 ;

Vu les dispositions du Code de la Commande Publique, notamment son article L.2511-6 ;

Considérant que l'article L.5214-16-1 du CGCT dispose « sans préjudice de l'article L.5211-56, la communauté de communes peut confier, par convention conclue avec les collectivités territoriales ou les établissements publics concernés, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

Dans les mêmes conditions, ces collectivités territoriales et établissements publics peuvent confier à la communauté de communes la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions » ;

Considérant que cette convention n'entraîne pas un transfert de compétence mais la fourniture de services et la mise en commun d'équipements auprès de la Communauté de Communes Terres des Confluences afin d'assurer la réalisation de missions de services publics dans le cadre de considérations d'intérêt général ;

Considérant que la Communauté de Communes Terres des Confluences a besoin de pouvoir disposer d'une partie des compétences, des moyens et des infrastructures de la Commune de Castelsarrasin, notamment dans les fonctions supports ;

Considérant qu'il convient de fixer les modalités de la convention par laquelle la Commune de Castelsarrasin, entend confier la fourniture de services et la mutualisation d'équipements à la Communauté de Communes Terres des Confluences ;

Entre les soussignés :

La Commune de Castelsarrasin représentée par son Maire, Monsieur Jean-Philippe BESIERS, dûment habilité par délibération n° du Conseil Municipal en date du,

D'une part,

Et :

La Communauté de Communes Terres des Confluences représentée par son Président, Monsieur Dominique BRIOIS, dûment habilité par délibération n° du Conseil Communautaire en date du,

Vu, pour être annexé

D'autre part,

à la délibération du

Conseil Communautaire

en date du... 15/06/2021 ...

A Castelsarrasin, le... 18/06/2021 ...

Le Président

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QU'IL SUIT

ARTICLE 1^{er} : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Dans le cadre d'une bonne gestion des domaines d'intervention concernés sur son territoire, la Communauté de Communes Terres des Confluences confie la réalisation de prestations de services et la gestion des équipements à la Commune de Castelsarrasin, en investissement comme en fonctionnement.

Cela concerne la réalisation de prestations de services et l'utilisation de moyens en cause et non les compétences concernées qui restent dévolues par la loi et les statuts de la Communauté de Communes Terres des Confluences.

ARTICLE 2 : *MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION*

La présente convention-cadre permet à la Communauté de Communes Terres des Confluences de confier l'exécution de ces services à la Commune de Castelsarrasin. Chaque prestation de services donnera lieu à signature d'un contrat selon le modèle annexé aux présentes.

Le prix en sera indiqué à chaque fois sur la base d'une estimation du coût réel de la prestation.

Un bilan annuel des prestations de services mutualisés sera réalisé à la date anniversaire de chacun des contrats conclus, entre la Commune de Castelsarrasin et la Communauté de Communes Terres des Confluences.

ARTICLE 3 : *MODALITES D'EXECUTION DES CONTRATS*

Aucun contrat souscrit par la Communauté de Communes Terres des Confluences ne sera transféré à la Commune de Castelsarrasin pour l'exécution des prestations.

Aucun contrat souscrit par la Commune de Castelsarrasin ne sera transféré à la Communauté de Communes Terres des Confluences.

ARTICLE 4 : *OBLIGATIONS*

ARTICLE 4-1 : *OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRES DES CONFLUENCES*

La Communauté de Communes Terres des Confluences s'engage à mettre à la disposition de la Ville de CASTELSARRASIN, à titre gratuit, à compter de l'entrée en vigueur de la convention, l'ensemble des informations nécessaires à la bonne exécution des contrats à venir et à régler sans délai le coût des prestations réalisées.

ARTICLE 4-1 : *OBLIGATIONS DE LA COMMUNE DE CASTELSARRASIN*

Pendant la durée du contrat, la Commune de Castelsarrasin assure, sous sa responsabilité, la bonne exécution des prestations qui lui seront confiées au fil des contrats à venir.

La Commune de Castelsarrasin s'engage à contracter les polices d'assurance nécessaires pour couvrir les activités accomplies dans le cadre des contrats à intervenir.

ARTICLE 5 : *DUREE*

La présente convention s'applique pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2024 inclus.

Les parties ont la faculté de résilier la présente convention à tout moment, par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette dénonciation doit être notifiée au moins trois mois avant la date de résiliation souhaitée, par l'une ou l'autre des parties.

L'exercice de ce droit contractuel n'ouvre droit à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 6 : *CONDITIONS FINANCIERES*

À chaque contrat, selon les clauses du contrat type joint aux présentes, il sera fixé un coût correspondant à un estimatif du coût du service.

ARTICLE 7 : *CONTENTIEUX*

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente, à savoir le Tribunal Administratif de TOULOUSE, sis 68 Raymond IV – BP 70007 – 31068 TOULOUSE Cedex7.

Fait à Castelsarrasin, le, en double exemplaires.

Pour la Communauté de Communes
Terres des Confluences,

Le Président,
Dominique BRIOIS

Pour la Commune de Castelsarrasin,

Le Maire,
Jean-Philippe BESIERS

**MODELE DE CONTRAT A UTILISER POUR LA MISE EN ŒUVRE DE
LA CONVENTION-CADRE PORTANT SUR LA REALISATION DE
PRESTATIONS DE SERVICES
ENTRE LA COMMUNE DE CASTELSARRASIN
ET
LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRES DES CONFLUENCES**

Vu la convention cadre en date du pour la réalisation de prestations de services entre la Commune de Castelsarrasin et la Communauté de Communes Terres des Confluences,

Entre les soussignés :

La Commune de Castelsarrasin représentée par son Maire, Monsieur Jean-Philippe BESIERS, dûment habilité par délibération n° du Conseil Municipal en date du,

D'une part,

Et :

La Communauté de Communes Terres des Confluences représentée par son Président, Monsieur Dominique BRIOIS, dûment habilité par délibération n° du Conseil Communautaire en date du,

D'autre part,

Article 1 - Objet de la prestation

1. Description et étendue de la prestation

Par le présent contrat, et en application de la convention-cadre, la Communauté de Communes Terres des Confluences confie à la Commune de Castelsarrasin, en prestation intégrée de services, la prestation de services suivante :

Le présent contrat étant établi dans le cadre d'une prestation de services intégrée, la Communauté de Communes Terres des Confluences dispose au fil de l'exécution de ce contrat d'un droit de formuler des instructions et des recommandations à la Commune de Castelsarrasin, sous réserve :

- de ne pas dépasser le cadre de la mission susmentionnée (sauf signature d'un avenant aux présentes qui serait accepté par les deux parties) ;
- de ne pas formuler une demande conduisant à commettre une illégalité, une infraction ou un acte contraire aux règles déontologiques ;
- de ne pas conduire la Commune de Castelsarrasin à une situation de conflit d'intérêts de toute nature et notamment de conflit entre les intérêts des divers membres de la Communauté de Communes Terres des Confluences.

2. Lieu d'exécution du contrat

La mission est effectuée à distance, au siège de la Commune de Castelsarrasin et peut trouver à s'effectuer au sein des bâtiments et infrastructures de la Communauté de Communes Terres des Confluences.

La Commune de Castelsarrasin est libre de désigner ceux de ses agents qui interviendront dans le cadre de ces prestations de services.

La Commune de Castelsarrasin peut refuser d'exécuter ces prestations de services si des règles déontologiques le lui imposent, ou si une infraction semble risquer d'être constituée au fil des instructions qui lui sont données au titre des présentes.

Article 2 - Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre elles, les pièces constitutives du contrat sont par ordre de priorité les suivantes :

- Le présent contrat ;
- Le cas échéant, d'autres échanges écrits relatifs à ces prestations ;
- La convention cadre ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;

Les documents applicables sont ceux en vigueur au jour de signature des présentes.

En cas de contradiction ou de différence entre les différentes pièces contractuelles du contrat, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

En cas de contradiction entre les stipulations du corps d'un document et les stipulations d'une de ces annexes, les stipulations du corps du document prévaudront.

Toutes les pièces postérieures à la conclusion du contrat sont considérées comme contractuelles (avenants).

Aucune partie au présent contrat ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes, de tous les textes administratifs communautaires, nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent contrat.

Article 3 - Durée d'exécution du contrat

Le contrat est conclu pour une durée de trois ans à compter du .././.... .

Article 4 - Prix du contrat

Le contrat est conclu pour une somme payable après service fait au semestre et comprenant :

.....

Cette somme est hors taxes, pour le cas où une TVA s'y appliquerait. Au surplus, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que le cas échéant, tous les frais afférents notamment aux déplacements.

Aucun frais de séjour ou de déplacement n'est prévu en sus. Aucun autre frais ne sera facturé.

Article 5 - Révision du prix

Réajustement en fonction de l'évolution des prix des équipements.

Prise en compte du coût des agents concernés sur la base d'un taux horaire réajusté en fonction de l'évolution de la carrière.

Article 6 - Rémunération

La monnaie de comptes du contrat est l'euro.

Tous documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Le paiement des prestations s'effectuera conformément aux règles du droit public avec les délais et modalités de paiement propres à la comptabilité publique.

Aucune avance ne sera versée.

Article 7 - Confidentialité

Tous les documents et informations qui sont confiés ou diffusés à la Commune de Castelsarrasin ou qui sont produits dans le cadre de la conclusion du contrat sont confidentiels. Ils ne peuvent être communiqués à d'autres personnes sans l'autorisation préalable de la Communauté de Communes Terres des Confluences.

Par ailleurs, la Commune de Castelsarrasin se reconnaît tenue au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont elle pourra avoir connaissance au cours de l'exécution du présent contrat. Elle s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable de la Communauté de Communes Terres des Confluences.

La Commune de Castelsarrasin garantit par ailleurs qu'elle tiendra ses agents informés des termes du présent contrat et se porte fort du respect par ceux-ci des obligations en résultant.

Article 8 - Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, avant tout commencement d'exécution, la Commune de Castelsarrasin devra justifier qu'elle est couverte par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité professionnelle si une demande lui est formulée à cet effet.

Cette justification sera faite au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie donnée par l'assureur.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du présent contrat aux frais et risques de la Commune de Castelsarrasin.

Article 9 - Avances

Sans objet

Article 10 - Résiliation du contrat et autres litiges

Les parties ont la faculté de résilier le présent contrat à tout moment, par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette dénonciation doit être notifiée au moins trois mois avant la date de résiliation souhaitée, par l'une ou l'autre des parties.

L'exercice de ce droit contractuel n'ouvre droit à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

La résiliation aux torts d'une partie peut être à tout moment demandée à l'autre partie, sans indemnisation du préjudice subi.

- Aucune résiliation d'une partie ou d'une autre ne peut avoir lieu sans être précédée des étapes suivantes :
- Mise en demeure par LRAR indiquant les reproches qui sont faits ainsi que le fait qu'une résiliation est envisagée avec invitation à accéder à tout document utile pour éclairer ce litige
- Organisation d'une réunion d'explication et de conciliation à l'initiative de la partie qui entend résilier, et ce sous quinzaine à dater de la réception de ladite LRAR

En cas d'échec de la conciliation, la résiliation fautive peut avoir lieu dans un délai de trois semaines.

D'une manière générale, aucun litige ne peut être porté devant les juridictions compétentes - sauf urgence majeure – sans qu'il soit fait au préalable recours à une procédure de règlement amiable des litiges dévolue au Juge administratif.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Sous réserve des présentes, les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG PI.

Article 11 - Ordre de service / Modifications / Avenant

Toute modification de la prestation fera l'objet d'un avenant.

Article 12 - Contrôle analogue

Pour la conduite des opérations prévues au présent contrat, la Communauté de Communes Terres des Confluences peut adresser toute instruction aux agents de la Commune de Castelsarrasin concernés.

Les missions confiées au service seront définies, en début d'année, en concertation entre les deux signataires, en présence des 2 directeurs généraux des services. En cas de difficultés pour l'exécution du présent contrat, le Directeur Général des Services de la Commune de Castelsarrasin pourra être saisi par les services concernés.

Article 13 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du contrat sont les suivantes :

- dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI par l'article 2 du contrat.
- dérogation à l'article 9-2 du CCAG-PI par l'article 8 du contrat.
- dérogation à l'article 36 du CCAG-PI par l'article 10 du contrat.
- dérogation à l'article 37 du CCAG – PI par l'article 10 du contrat.

Toutes les dispositions du CCAG-PI non contredites par les dispositions du présent contrat sont applicables au présent contrat.

Fait en deux exemplaires originaux à :

Le :

signatures avec nom, prénom.